



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
Rouen-Dieppe**

Rouen, le 02/10/2023

Nos réf : UDRD-2023-10-569-ET LCK.CM/ChH

Affaire suivie par : Laurence Chedmail

laurence.chedmail@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 32 91 97 82 – **Fax :** 02 32 91 97 97

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

—
Rapport de l'inspection de l'environnement au préfet

—
**Société «Normandy Coating
Arques-la-Bataille (76880)**

—
**Réexamen des conditions d'autorisation suite à la parution des conclusions
sur les meilleures techniques disponibles du secteur traitement de surface
à l'aide de solvants organiques**

SANS PRÉSENTATION AU CODERST

RÉFÉRENCES :

- Code de l'Environnement – articles L.512-5 & R.515-70 à 79
- décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la Commission du 22 juin 2020 établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques publiée le 9 décembre 2020;
- Arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté préfectoral d'autorisation du 14 août 2009 ;
- Dossier de réexamen daté du 17 décembre 2021 et reçu le 28 décembre 2021.

1. CADRE RÉGLEMENTAIRE

La société « Normandy Coating » située à Arques-la-Bataille (76880) exploite une usine qui réalise du traitement de films polyester par enduction de solvants. Les films polyester traités sont utilisés dans l'industrie des adhésifs, les étiquettes, les arts graphiques, l'électronique imprimée, le transfert textile, etc.

La société est concernée par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite « IED » (Industrial Emissions Directive).

L'activité IED correspond à la consommation de solvants organiques supérieure à 150 kg/h ou 200 tonnes/an, et relève de la rubrique 3670 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Dans ce cadre, les conditions d'autorisation de l'installation IED¹ doivent être revues périodiquement lors de la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) de l'activité principale.

Pour cette installation, le réexamen des conditions d'autorisation est donc assujéti à la parution des conclusions sur les meilleures technologies disponibles du document européen de référence (BREF) « STS » (Surface Treatment Using organic Solvents), qui ont été publiées au journal officiel de l'Union européenne le 9 décembre 2020.

Ces MTD ont été reprises dans l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le respect des prescriptions de cet arrêté ministériel vaut ainsi justification du respect des MTD du BREF « STS ».

L'objet du présent rapport est d'examiner l'éventuelle nécessité de mettre à jour les prescriptions applicables à cette installation dans le cadre de son autorisation environnementale d'exploiter, pour la rendre compatible aux MTD du BREF « STS », via la conformité à l'arrêté ministériel du 3 février 2022 précité.

2. MODALITÉS D'INSTRUCTION DU RÉEXAMEN

Le guide pour la simplification du réexamen émis par la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) en décembre 2020 distingue l'instruction de cas simples et de cas complexes.

Les cas simples « *correspondent aux cas où les installations du périmètre IED de l'exploitant sont entièrement couvertes par le champ des conclusions sur les MTD applicables et lorsque l'exploitant met déjà en œuvre ou s'engage à mettre en œuvre les MTD telles que décrites dans les conclusions ou dans des arrêtés ministériels de prescriptions générales reprenant ces conclusions quand ils existent et à respecter les N(P)EA-MTD. (niveaux d'émissions associées aux MTD)* »

Au vu de cette définition, il s'avère que l'installation exploitée par « Normandy Coating » répond aux deux critères (périmètre entièrement couvert par les MTD, et pas de dérogations demandées).

¹ : On entend par installation IED une unité technique fixe, au sein de laquelle interviennent une ou plusieurs des activités figurant à l'annexe I ou dans la partie 1 de l'annexe VII de la directive IED, ainsi que toute autre activité s'y rapportant directement, exercée sur le même site, liée techniquement à ces activités et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution. Ce périmètre peut être restreint par rapport au périmètre d'exploitation mais peut aussi englober des équipements dont la gestion a été externalisée.

L'instruction de ce dossier de réexamen peut donc suivre la procédure pour les cas dits « simples ».

« Dans ce cas, le contenu du dossier de réexamen se limitera aux éléments suivants :

1° La définition du périmètre IED et la liste des BREF pris en compte.

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation au regard des 3 situations listées au III de l'article R. 515-70 (pollution, sécurité d'exploitation, respect d'une norme de qualité environnementale).

3° Positionnement par rapport aux MTD. On y retrouvera notamment :

(i) La liste explicite des MTD déjà mises en oeuvre, avec la mention des techniques mises en oeuvre ;

(ii) La liste explicite des MTD (avec mention des techniques) que l'exploitant prévoit de mettre en oeuvre dans le délai de conformité applicable, et les modifications ainsi engendrées ;

(iii) Les justifications à l'appui des MTD non prises en compte car non pertinentes pour l'installation ;

(iv) Le positionnement du niveau actuel des émissions par rapport aux NEA-MTD et des autres performances par rapport aux NPEA-MTD le cas échéant, précisant les valeurs que l'exploitant s'engage à respecter dans le délai de conformité applicable. »

L'exploitant a transmis, conformément aux dispositions de l'article R.515-71 du code de l'environnement, un dossier de réexamen qui comprend :

- le périmètre de l'installation « IED » et la liste des BREF pris en compte ;
- son avis sur la nécessité éventuelle de réviser les conditions d'exploitations ;
- son positionnement au regard des MTD.

L'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 3 février 2022 reprenant les conclusions du bref STS ayant été publié postérieurement à la remise du dossier de réexamen. Il n'a pas été demandé à l'exploitant de refaire l'exercice de positionnement de l'installation au regard de cet AMPG.

Le dossier peut donc être qualifié de complet.

Par ailleurs, un contrôle de l'inspection des installations classées a eu lieu sur site le 16 septembre 2022. Ce contrôle a été l'occasion d'apporter certaines précisions relatives au dossier transmis et notamment de positionner l'activité de l'entreprise Normandy Coating sous le secteur " revêtement d'autres surfaces métalliques et plastiques" visées au point 3.2 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3/02/2022 .

3. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Comme évoqué ci-dessus, l'activité principale de l'établissement exploité par la société «Normandy Coating » est le traitement de surface polyester par enduction de solvants organiques.

Le classement de ses activités au regard de la réglementation des installations classées est le suivant :

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Activités autorisées
3670 -1	A	Traitement de surface de matières, d'objets ou de	Quantité de solvants organiques

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Activités autorisées
	(IED)	produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique: 1. Supérieure à 150 kg par heure 2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1	consommée : > 151 kg/h
2910	DC	Combustion... A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel,... [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière pour le chauffage du fluide caloporteur des fours de l'unité d'enduction : 2,32 MW
2915	E	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est : a) supérieure à 1 000 l :	Chauffage par fluide caloporteur Therminol SP (point éclair 177°C), utilisé à une température de 250 °C : 8000 litres
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	20 tonnes
1978	D	8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an 17-Fabrication de mélanges pour revêtements, de vernis, d'encres et de colle	Consommation de solvant : > 100 t/an
2662	D	Stockage de polymères D	400 m3
4718	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :	1 réservoir de propane de 32 tonnes

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Activités autorisées
		2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	

L'exploitant est notamment redevable du respect des prescriptions les plus contraignantes entre celles :

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 août 2009 ;
- et de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (mtd) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du contenu du dossier de réexamen.

3.1. Consistance de l'installation et périmètre « IED »

L'exploitant déclare que les installations suivantes sont incluses dans le périmètre « IED »

- la ligne de traitement à base aqueuse (NCA), avec son dispositif de neutralisation des fumées;
- la ligne de traitement chimique en base solvant (UNISTA) avec sa tour de distillation des condensats récupérés pour recyclage / re-circulation interne ;
- la ligne de traitement thermique pour thermostabiliser le film polyester
- l'atelier de façonnage permettant de couvrir les dimensions utilisées sur le marché
- les cuves de stockage des produits et leurs bras d'aspiration des vapeurs au niveau des événements
- les postes de découpe comprennent des machines automatisées avec couteaux et massicots
- l'atelier de préparation des mélanges .

Il exclut les activités estimées non directement connexes, à savoir les activités support (bureaux, locaux administratifs, les ateliers de maintenance).

Le site est visé par la rubrique 3670-1 de la nomenclature des ICPE. Il s'agit de la seule rubrique dite « IED » concernant le site. Le BREF sectoriel applicable est le BREF STS, qui déclenche donc la phase de réexamen.

L'exploitant a également examiné les autres documents de référence transverses listés dans le « guide de mise en œuvre IED » (v3 – janvier 2020) :

- EFS - Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac. Les liquides inflammables stockés sur site relèvent de la rubrique 4331 pour le régime de la déclaration avec contrôle périodique (50 tonnes de liquides inflammable) sont concernées par les dispositions de ce BREF EFS.
- ECM – Aspects économiques et effets multi milieux
- ICS- Systèmes de refroidissement industriels. L'activité de l'usine n'implique pas l'utilisation de système de refroidissement. Ce BREF ne concerne pas le site.

- ENE – Efficacité énergétique. Cette thématique est traitée dans le BREF de référence STS (§ 1.1.12 Efficacité énergétique - MTD 19 et le tableau n°3 (NPEA-MTD)). L'exploitant n'a pas investigué davantage le BREF ENE.
- « les documents « ROM » et « ECM2² » ne sont pas des BREFs ».

À ce titre, ils ne font donc pas non plus l'objet de MTD et n'ont ainsi pas été pris en compte.

L'exploitant s'est ainsi positionné au regard des MTD des BREFs « STS » et « EFS ».

3.2. Avis de l'exploitant sur la nécessité de réviser les conditions d'autorisations

L'inspection rappelle que l'arrêté du 3 février 2022 (appelé par la suite AMPG), fixe les prescriptions relatives aux MTD applicables aux installations relevant de la rubrique 3670 de la nomenclature des installations classées. Cet AMPG rend applicable de droit à l'installation exploitée par « Normandy Coating » les MTD du BREF STS.

L'exploitant s'engage à respecter l'ensemble des prescriptions applicables de cet AMPG au plus tard au 9 décembre 2024.

L'exploitant n'a identifié que la nécessité d'abroger l'alinéa 4 du point 3.2.2 de son arrêté préfectoral du 14/08/2009 limitant les émissions diffuses de COV à 20 % de la quantité de solvants utilisés au profit de la disposition 3.2.1.2 de l'annexe 1 de l'AMPG.

L'exploitant positionne donc son activité comme relevant du secteur « revêtement de surfaces métalliques et plastiques ». L'activité d'enduction des films plastiques réalisée sur le site ne concerne pas l'activité du secteur laquage en continu identifiée initialement par l'exploitant dans son dossier de réexamen IED.

Par ailleurs, l'exploitant n'identifie pas de nécessité de réviser les conditions d'exploitation (pas de détection de problématiques de pollutions, de sécurité, ou de conformité à une norme environnementale).

3.3. Conformité aux meilleures techniques disponibles

L'exploitant ne sollicite pas de dérogations aux normes d'émissions associées aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD), ni ne propose de MTD alternatives à celles appartenant au BREF STS.

L'exploitant retient les MTD génériques (MTD 1 à 23) prescrites au point 2 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3/02/2022 et à l'exception de celles concernant les rejets aqueux et de la MTD 18 qui vise des secteurs d'activité qui ne concernent pas le site Normandy Coating. Le site fonctionnant en zéro rejet aqueux, les dispositions des MTD 12, 20 et 21 correspondant respectivement aux dispositions 2.9.3, 2.9.7 et 2.9.8 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3/02/2022 ne sont pas opposables à l'exploitant.

Les autres MTD n°24 à 53 du BREF STS sont relatives à d'autres secteurs d'activité de traitement de surface (construction de véhicules, impression, traitement de surface de support métallique, bois, etc.) et ne concernent pas la présente installation.

2 : les documents « ROM » (Principes généraux de surveillance) et « ECM » (Aspects économiques et effets multi-milieux) sont des documents REF, mais ne sont pas considérés comme des BREF.

a) MTD non-respectées à date du rapport

L'exploitant identifie certaines MTD comme actuellement non-respectées, mais s'engage à ce qu'elles le soient avant le 9 décembre 2024. Celles-ci sont rappelées ci-dessous, accompagnées par la correspondance avec les prescriptions de l'AMPG entre parenthèses, et les commentaires de l'exploitant et de l'inspection le cas échéant.

D'une manière générale, l'exploitant indique que les MTD non encore mises en place le seront pour le 9 décembre 2024 :

MTD 19 : Efficacité énergétique (point 2.9.6 de l'AMPG)

L'exploitant indique ne pas avoir mis en œuvre plan d'efficacité énergétique ni de bilan énergétique.

Lors de l'inspection du 16 septembre 2022, l'exploitant a précisé s'engager en 2023-2024 dans une démarche de certification ISO 14001 qui inclura la performance énergétique des installations afin de réduire les consommations.

Commentaire de l'inspection : La conformité à la MTD 19 sera intégrée par la mise en place d'un système de management environnemental (prévu à la MTD 1). Par ailleurs, les niveaux de performances énergétiques précisés au tableau 3 du Bref STS (point 3.1.2 de l'annexe 1 de l'AMPG) ne concernent pas le secteur d'activité retenu par l'exploitant qui est le secteur « revêtement d'autres surfaces métalliques et plastiques » (point 3.2 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3/02/2022).

• **MTD 20 : réduction des consommations d'eau (point 2.9.7 de l'annexe 1 de l'AMPG)**

L'exploitant indique ne pas avoir formalisé de plan de gestion de l'eau et estimait à près de 100 000m³ sa consommation annuelle.

Commentaire de l'inspection : L'examen des déclarations annuelles GERE de 2020 à 2022 montre une diminution de près de 30 % des consommations d'eau. L'eau prélevée provient quasi exclusivement d'un forage situé sur site. L'eau est essentiellement utilisée pour de la production d'eau chaude et du refroidissement d'équipements. La consommation annuelle en eau s'établit autour de 60 000 m³. Les niveaux de performance définis au tableau 4 du Bref STS (point 3.1.3.1 de l'annexe 1 de l'AMPG) ne concernent pas le secteur d'activité retenu par l'exploitant qui est le secteur « revêtement d'autres surfaces métalliques et plastiques » (point 3.2 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3/02/2022. Néanmoins, l'inspection suggère à l'exploitant d'engager dès à présent une démarche d'audit eau afin d'établir un plan d'optimisation des consommations d'eau prélevée pour le 9 décembre 2024 (Cf. courrier en annexe du présent rapport).

Aucune eau usée issue du procédé n'est rejetée au milieu naturel.

b) MTD partiellement respectées à date du rapport

Le dossier de réexamen IED de l'exploitant met en évidence que les MTD suivantes sont partiellement respectées et font l'objet d'un plan d'action pour atteindre la conformité pour le 9 décembre 2024 :

- MTD 1 (mise en place d'un système de management environnemental),
- MTD 2 (réduction des émissions de COV et de consommation d'énergie),
- MTD 5 (prévention des émissions liées aux stockages et à la manipulation des matières contenant des solvants),
- MTD 11 (surveillance des émissions de gaz résiduels),
- MTD 13 (limitation des émissions lors des périodes de dysfonctionnement d'équipement),
- MTD 14 (réduction des émissions de COV dans les zones de production et de stockage),
- MTD 15 (réduction des émissions de COV dans les gaz résiduels),

- MTD 16 (réduction des consommations énergétiques du système de réduction des COV),
- MTD 17 (réduction des émissions de NOx et CO dans les gaz résiduaux),
- MTD 22 (réduction de la quantité de déchets à éliminer)
- MTD 23 (mise en place d'un plan de gestion des odeurs)

Commentaire de l'inspection : L'exploitant s'est engagé dans une démarche certifiante ISO 14001 qui doit aboutir courant 2024. Les mesures organisationnelles qui en découleront doivent permettre de répondre aux obligations des MTD 1, 2, 5, 13, 14, 22 et 23 visées ci-avant.

De plus, lors de l'inspection du 16 septembre 2022 il a été constaté la mise en place d'un oxydateur thermique des COV qui traite l'ensemble des COV captés au plus près des principales sources émettrices du process (local de préparation, machines de traitement de surface). Les niveaux de performance attendus vont permettre de respecter les NEA-MTD reprises au point 3.2.1.3 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3/02/2022 et de se conformer aux MTD 11, 15, 16 et 17 visées ci-avant.

3.4. Avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions

Considérant que l'exploitant s'engage à respecter avant le 9 décembre 2024 les dispositions génériques visées au 2 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3/02/2022 ainsi que celles spécifiques au secteur d'activité retenu « revêtement d'autres surfaces métalliques et plastiques » visées au 3.2 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3/02/2022, il n'estime pas nécessaire d'actualiser les prescriptions applicables par arrêté complémentaire.

4. CONCLUSION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Suite à la parution le 9 décembre 2020 des conclusions relatives aux meilleurs techniques disponibles (BREF MTD) dans le secteur traitement de surface à l'aide de solvants organiques, la société « Normandy Coating » a transmis un dossier de réexamen en date du 28 décembre 2021 pour son installation exploitée à Arques la Bataille.

Dans ce dossier, l'exploitant a fait état :

- du périmètre de son installation IED et de la liste des BREF pris en compte ;
- de son avis sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation ;
- du positionnement de son activité par rapport aux MTD identifiées. L'exploitant n'identifie pas, dans son dossier de réexamen, de points nécessitant des demandes de dérogations ou d'équivalence de MTD. Il s'engage par ailleurs à respecter les points actuellement identifiés comme non-conformes d'ici la fin de la période de mise en conformité, soit le 9 décembre 2024 au plus tard.

Le dossier déposé peut ainsi être qualifié de complet et de recevable.

L'instruction du dossier de réexamen ne révèle pas la nécessité d'ajouter de nouvelles prescriptions par arrêté préfectoral complémentaire pour mettre en conformité l'établissement vis-à-vis des conclusions sur les MTD qui lui sont applicables. Le respect de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 03 février 2022 relatif aux MTD applicables à certaines installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 [...], et de l'Arrêté préfectoral d'autorisation du 14/08/2009 suffisent à ces obligations.

L'inspection rappelle à l'exploitant, par courrier dont une copie est jointe, qu'il lui appartient de respecter ses engagements relatifs aux MTD actuellement non-respectées (Cf. point 3.3.a) du

présent rapport) avant l'échéance du 9 décembre 2024, et de prendre en compte les remarques concernant les autres MTD (Cf. point 3.3.a) du présent rapport).

Rédacteur : L'ingénieure de l'industrie et des mines Laurence Chedmail Kerharo	Vérificateur : Le Chef du bureau des risques technologiques et chroniques Fabrice GRINDEL	Approbateur : pour le directeur, par délégation, la cheffe du service risques Marie ABADIE
Rédigé le : 2 octobre 2023	Vérifié le : 5/10/2023	Adopté le : 09 octobre 2023